

# Serveurs traitements & données

## [Document officiel](#)

### Résumé IA :

“ Le service couvre l'installation et la gestion des équipements, mais exclut certains éléments comme les consommables et les dégradations volontaires. La Région fournit les équipements nécessaires, sauf pour les sections pédagogiques spécialisées. Le chef d'établissement doit établir une politique d'usage adaptée et est responsable du respect de la réglementation. Les droits administrateurs peuvent être accordés sous conditions. Les demandes d'intervention doivent suivre une procédure spécifique. Les équipements de formation doivent être sur des réseaux dédiés.

## Le service

### Comprend

- L'ingénierie,
- La fourniture,
- Le déballage du matériel,
- L'installation,
- L'exploitation,
- Le maintien en condition opérationnelle, sous réserve de cohérence technique et économique

### Ne comprend pas

- La reprise des emballages,
- Les réparations liées à des dégradations volontaires,
- La fourniture des consommables (piles, batteries),
- L'exploitation des outils métiers,
- Les équipements mis en œuvre par l'établissement ou par un de ses prestataires,
- Les équipements relevant de la compétence d'autres services que le DNE (ex. Sûreté)
- Les équipements relevant de l'immobilier par nature, notamment les climatiseurs pour lesquels l'établissement doit impérativement disposer d'un contrat de maintenance.

## En détail

**La Région fournit, installe et gère les équipements d'infrastructures** de traitements, de stockage et de sauvegarde des données, ainsi que les équipements associés, nécessaires à la gestion courante et à l'action pédagogique des établissements. Sont toutefois exclus de ce service les équipements des sections pédagogiques de formation aux métiers de l'informatique, de la domotique... (dès lors que la formation nécessite la mise en œuvre, la configuration, etc. d'outils numériques et donc de disposer de droits administrateurs). Les équipements sont de capacité suffisante pour assurer le fonctionnement normal de l'établissement, quel que soit sa taille ou le type d'établissement. Pour cela, **le chef d'établissement doit mettre en place une politique d'usages adaptés, en adéquation avec les missions de l'établissement**. Il est le garant du respect de cette politique.

En raison des risques d'interaction entre systèmes, pouvant induire des pertes de données ou d'exploitation, aucun équipement d'infrastructure ne doit être mis en œuvre sur le réseau d'établissement sans accord préalable des services responsables de l'exploitation du SI. **Si une solution non connue par le DNE et pouvant potentiellement présenter un risque** pour le système d'information de l'établissement **est détectée, elle est** isolée, voire **neutralisée, puis l'équipe de direction** en **est informée**, voire, si besoin, le RSSI de l'entité hiérarchique de l'établissement.

**Si un établissement décide de déployer une solution ne respectant pas les préconisations** de la collectivité et/ou de son autorité de tutelle, **il doit** impérativement **veiller à l'isolement totale de ce dispositif** de ceux relevant de la responsabilité de la collectivité ou de son autorité de tutelle. À défaut, la Région sera déchargée de toute responsabilité concernant le système d'information de l'établissement et ne l'accompagnera plus sur le périmètre du numérique.

À noter, que l'établissement ne peut en aucun cas s'exonérer du respect de la réglementation en vigueur. En effet, si la collectivité met à disposition des moyens et assure les missions d'exploitation, le chef d'établissement, en sa qualité d'organe exécutif de l'établissement (Article R421-9 du code de l'éducation) est le responsable des traitements mis en œuvre dans son établissement au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (Article 4, 7° du RGPD).

**Des droits administrateurs limités peuvent être accordés** à des personnels compétents du lycée, **par délégation explicite du chef d'établissement** pour des missions directement liées aux métiers ou à la continuité de service. Dans ce cas, **le DNE ouvre les droits aux personnes désignées**. En cas de changement de chef d'établissement, de départ d'un délégataire et à date anniversaire de l'attribution des droits, l'établissement doit réviser les délégations.

Généralement, l'octroi de droits administrateurs permet techniquement au délégataire de réaliser des actions qui dépassent le périmètre des missions déléguées et qui relèvent du domaine de compétences de la Région. Dans ce cas **l'établissement** en est informé et **acte qu'il ne pourra tenir la Région pour responsable d'événements intervenus sur le périmètre d'intervention**, techniquement possible, **de ses délégataires**.

## Conseil

Un nettoyage des fichiers devenus inutiles ou ne relevant plus des fichiers vivants doit être réalisé. Le stockage sur des périphériques externe doit être envisagé pour ces fichiers. En raison des risques de perte de données ou d'exploitation liés à la délégation de droits, notamment du fait que les actions techniquement possibles dépassent généralement les missions déléguées, il convient de détailler ces dernières et de s'assurer que le délégataire en a parfaitement perçu le périmètre, ainsi que les responsabilités liées à la délégation.

## Procédure

Toute demande d'intervention doit se faire via SUMIT-RAHdF

Toute demande de délégation de droits sur les équipements d'infrastructure doit être sollicitée, par écrit, auprès du chef d'établissement. La demande est nominative. Elle doit être précise quant aux actions à réaliser et motivée au regard des missions du métier.

Les demandes de délégation, datées et signées par le chef d'établissement, sont adressées au DNE.

## Plus d'infos

Les équipements des formations aux métiers du numérique doivent impérativement être positionnés sur des réseaux physiques ou virtuels dédiés à l'expérimentation, indépendants des réseaux d'exploitation. De tels réseaux sont prévus au sein du S.I. de l'établissement.

---

Révision #4

Créé 17 mai 2025 06:48:49 par Angelo

Mis à jour 18 mai 2025 18:48:25 par Angelo